

Comité : Conseil des expert.e.s sur la sécurité mondiale

Thématique : Comment protéger les civils de l'insécurité ?

Nom de votre think tank/groupe de réflexion : Institute of Peace and Conflict Studies (IPCS)

1. De quelle manière votre think tank est concerné.e par le sujet ?

Depuis plus de vingt ans, *l'Institute of Peace and Conflict Studies* (IPCS) basé à New Delhi, étudie les dynamiques sécuritaires en Asie du Sud ainsi que leurs implications pour la protection des civils. Notre think-tank est ainsi directement concerné par cette thématique. La sécurité ne se limite pas au secteur militaire, elle englobe la sécurité des populations face aux menaces comme le terrorisme, les cyberattaques ou encore les catastrophes naturelles (inondations, séismes, tsunamis...).

L'IPCS accorde une grande place à la protection des civils face à l'insécurité, notamment en cause de la région où nous nous concentrons : l'Asie du Sud. Cette région, abritant près de deux milliards d'habitants, est soumise à une forte densité démographique, à de nombreuses tensions géopolitiques ainsi qu'à des catastrophes naturelles récurrentes. Ces facteurs font des civils les premières victimes de conflits armés et intercommunautaires ainsi que des crises humanitaires. Le cas de la région du Cachemire illustre particulièrement ces facteurs. Cette région, disputée entre l'Inde et le Pakistan, a été cause de nombreux affrontements armés affectant directement les populations civiles. Ces affrontements ont causé de nombreuses évacuations de villages et ont installé une insécurité constante au sein des populations concernées. Notre think-tank a consacré plusieurs études à ce conflit, notamment le rapport « Kashmir : The View from New Delhi » financé et publié par *l'International Crisis Group* qui analyse les aspects humanitaires et stratégiques de ce conflit. Ce travail démontre notre engagement à mettre en avant la souffrance civile dans un conflit hautement politisé.

En Afghanistan, la situation empire depuis la reprise de pouvoir des Talibans en 2021. Les populations, notamment les minorités ethniques et les femmes, perdent leurs droits et sont réduites au silence. La population hazaras ne cesse d'être sujette à plusieurs attaques de la part des Talibans. Depuis cette même année, la discrimination et l'utilisation de la violence envers cette population ne cesse de s'intensifier : bombardements, privation de ressources vitales et déplacements forcés. Nous avons analysé ces enjeux dans notre rapport « Afghanistan 2014: BSA, Internal Security, Taliban & Indian Strategy » qui étudie la situation sécuritaire en Afghanistan et son impact sur les territoires voisins. La déstabilisation afghane a des répercussions directes sur l'ensemble de l'Asie du Sud, notamment par l'intensification de menaces terroristes.

Ces différents exemples démontrent que l'Asie du Sud est une région où la sécurité des États ne peut être dissociée de la sécurité de leur population. En tant que think tank situé au cœur de cette région, nous nous considérons pleinement concernés par cette thématique de la protection des civils. Nous disposons d'une expertise approfondie et d'un rôle essentiel à jouer sur les recommandations adaptées aux populations locales tout en contribuant aux réflexions sur la sécurité humaine.

2. Que propose votre think tank ?

Notre groupe de réflexion considère que la protection des civils en Asie du Sud nécessite une approche fondée sur le renforcement des normes juridiques, l'amélioration des mécanismes de prévention ainsi que l'implication directe des populations locales. Ces propositions sont basées sur des analyses des crises régionales.

Premièrement, les événements de la zone du Cachemire nous démontrent que les civils sont les premières victimes des conflits interétatiques. Des normes juridiques renforcées impliqueraient une reconnaissance officielle par les États membres de la nécessité d'intégrer la protection des civils dans les dynamiques sécuritaires. Nous proposons de renforcer les normes régionales en créant avec la *South Asian Association for Regional Cooperation* (SAARC) un mécanisme sud-asiatique de protection avec un observatoire indépendant des violations des droits humains accompagné d'un suivi quotidien.

Ensuite, la prévention et l'alerte précoce doivent aussi être développées. La mise en place de réseaux locaux de surveillance à base de données régionales permettrait d'anticiper les violences, comme celles récemment commises envers le peuple hazaras en Afghanistan avec le retour des Talibans. Pour le cas de l'oppression de ce peuple, l'IPCS propose de travailler avec les Hazaras et les Talibans qui résident en dehors de l'Afghanistan afin qu'ils puissent être un moyen de support éducatif pour ce peuple opprimé. Cette coopération nous aidera à mieux comprendre le système politique actuel et à mettre fin à ces violences.

Enfin, notre think-tank insiste sur l'importance d'impliquer directement les populations civiles dans les stratégies de sécurité en intégrant des ONG locales et des institutions étatiques, en renforçant les forces de sécurité conformément aux normes humanitaires et en assurant un accès rapide aux services essentiels. Cette mesure permettrait aux civils, notamment ceux vivant dans des zones de conflit comme les habitants du Cachemire, de devenir acteurs de leur protection, assurant ainsi une paix durable et inclusive.

En conclusion, l'*Institute of Peace and Conflict Studies* propose une approche détaillée autour du renforcement de normes internationales, des mécanismes de prévention et une implication des communautés locales. Cette combinaison permettra de protéger les civils efficacement et de construire une sécurité durable, particulièrement dans notre région, l'Asie du Sud.